

## **L'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique (ARGA)**

**Rabat Maroc 27/30 janvier 2014**

### **Contribution 3**

#### **[Le défi de l'Algérie 2014/2020 : face à la mondialisation, réinventer sa gouvernance](#)**

***Professeur Dr Abderrahmane MEBTOUL Expert International en management stratégique***

***Le défi essentiel président de la république lors de l'élection d'avril 2014, sera, tenant compte des nouvelles mutations mondiales, au sein de filières internationalisées de mettre en place une économie diversifiée moins dépendante de la rente des hydrocarbures largement conditionnée par l'Etat de Droit et une gouvernance renouvelée***

#### **I. Efficacité gouvernementale et gouvernance renouvelée**

Il est unanimement admis par les analystes sérieux, privilégiant uniquement les intérêts supérieurs de l'Algérie et non la distribution de la rente des hydrocarbures, qu'un changement de gouvernement et de ministres n'apporteraient rien de nouveau si l'on maintient le cap de l'actuelle gouvernance politique sans apporter une cohérence et une visibilité à l'actuelle politique socio-économique. Comme analysé dans plusieurs de mes contributions depuis 2000 le gouvernement invoquant la crise économique prône le patriotisme économique. Mais n'y a-t-il pas confusion du fait de l'ancienne culture bureaucratique entre le tout Etat et un rôle plus accrue de l'Etat régulateur stratégique en économie de marché, différence de taille pour toute politique économique fiable devant tenir compte de cette dure réalité, malgré la crise mondiale, d'une économie de plus en plus

globalisée. Lorsqu'on sait que l'assainissement des entreprises publiques en Algérie a coûté au trésor public plus de 50 milliards de dollars entre 1971/2013, sans résultats probants, 70% des entreprises publiques étant revenues à la case de départ alors que ces montants auraient pu être consacrés à la création de nouvelles entreprises dynamiques de quoi créer tout un nouveau tissu productif et des millions d'emplois à valeur ajoutée. Bon nombre d'institutions internationales avec des classements déplorables entre 2006/2013) qui ne reflètent pas les potentialités énormes du pays, et d'experts nationaux ont tous souligné le poids de la bureaucratie, l'instabilité juridique et le manque de clarté dans les nouvelles dispositions du gouvernement algérien. C'est dans cet esprit sans études d'impacts qu'ont été prises les décisions hasardeuses du passage sans transition du Remdoc au Crédoc (crédit documentaire), qui n'ont pas eu d'impacts ni sur la traçabilité (existant déjà au niveau du Remdoc) ni sur la baisse de la valeur des importations tout en pénalisant la majorité des PMI/PME constituant 90% du tissu productif et que le gouvernement vient récemment d'assouplir. Comme la règle des 49/51% dans tout projet d'investissement généralisée à tous les secteurs alors qu'il fallait privilégier une balance devises excédentaires, l'apport technologique et managérial pour un partenariat gagnant /gagnant ce qui a entraîné une chute des IDE hors hydrocarbures sans compter les litiges au niveau des tribunaux internationaux, une loi n'étant jamais du point de vue du droit international rétroactive sauf si elle améliore la précédente. Cette situation de changement perpétuel de cadres juridiques démobilisent tant les cadres du secteur économique public que les opérateurs privés nationaux et internationaux montrent clairement la dominance de la vision administrative et non économique liée à l'absence de visibilité et de cohérence dans la démarche de la réforme globale, renvoyant au blocage systémique intimement lié aux aspects de gouvernance (Etat de droit notamment) du fait que l'on ne peut isoler la gouvernance de l'entreprise de la gouvernance globale. C'est que l'Algérie est toujours dans cette interminable transition depuis 1986 vers l'économie de marché, qui doit se fonder sur des mécanismes concurrentiels dans tous les domaines, cohabitant une gestion administrée toujours dominante avec des embryons de libéralisation et le risque de passage d'un monopole public à un monopole privé spéculatif du fait de la non mise en place d'une manière cohérente de mécanismes de régulation nouveaux de marché avec un rôle stratégique de l'Etat régulateur. Comme en témoigne le poids de la sphère informelle contrôlant plus de 50% de la superficie économique et autant d'emplois, avec la dominance marchande, qui représente d'ailleurs avec les services plus de 83% du tissu économique, assistant à un dépérissement du tissu productif (moins de 5% du PIB du secteur industriel), le poids de la bureaucratie, la corruption (renvoyant à la refonte de l'Etat), la léthargie du système financier, l'épineux problème du foncier et enfin l'inadaptation du système socio-éducatif et la dominance des emplois/salaires rentes (dévalorisation du savoir) montrant l'absence d'une politique salariale fondée sur le travail et l'intelligence malgré des discours que contredisent les pratiques sociales.

## **II -L'impact de la nouvelle donne internationale sur la gouvernance (1)**

Avec les nouvelles mutations géostratégiques mondiales qui s'annoncent tant sur le plan militaire, politique qu'économique, dont la transition énergétique, l'Algérie a besoin d'une stratégie d'adaptation. L'avènement d'Internet qui modèle l'opinion et l'entrée des sociétés civiles, les discours chauvinistes ne portent plus ce qui préfigure d'ailleurs une reconfiguration des nouvelles

relations internationales prenant en compte les exigences de dignité et de liberté au niveau des populations. Se réfugier derrière le statut quo par le frein à la démocratisation avec une répartition inégalitaire des richesses et la corruption d'une certaine caste, favorisent le terrorisme et l'islamisme radical, à ne pas confondre avec l'Islam religion de tolérance est suicidaire. L'exode de cerveaux massif des pays arabes et l'Afrique est souvent voulue par certains dirigeants, malgré certains discours de propagande à usage de consommation intérieure envers la diaspora alors qu'ils ne font presque rien pour retenir ce qui reste, vidant la substance de leurs pays. C'est que l'élite ne peut s'assimiler à un tube digestif mais aspire à conquérir des espaces de libertés par la participation à la gestion de la Cité. D'où la solution fiable, privilégier une bonne gouvernance avec la revalorisation du savoir ce qui suppose de profonds réaménagements politiques devant conduire à une transition démocratique, condition de l'efficacité gouvernementale. Ce n'est pas à la population algérienne de changer de comportement mais d'abord à nos dirigeants devant donner l'exemple, qui n'ont pas encore fait leurs mues culturelles vivant encore à l'ère du Parti Unique. Or, nous avons deux options : soit réformer par un profond changement avec pragmatisme et réalisme, ou satisfaire les appétits partisans par une redistribution passive de la rente avec la création de nombreux micro-partis instrumentalisés et de 30 ou 40 ministères sans efficacité réelle, qui se télescopent incapables de mobiliser et de sensibiliser, laissant lors d'émeutes les citoyens face aux services de sécurité, qui s'entrechoquent avec des conflits de compétences ce qui ne peut que conduire à une déflagration sociale à terme.. Je préconise outre une réelle décentralisation par grands groupes économiques régionaux au sein d'éco-pôles, un regroupement de plusieurs ministères avec des secrétariats d'Etat techniques à l'instar d'un grand ministère de l'économie nationale et de l'éducation nationale. L'urgence d'approfondir la réforme globale en panne (du fait de rapports de forces contradictoires au sommet du pouvoir qui se neutralisent, renvoyant au partage de la rente) doit reposer sur le travail et l'intelligence afin de redonner une lueur d'espoir, surtout à une jeunesse déabusée en conciliant l'efficacité économique par plus de rigueur budgétaire et la justice sociale. La réussite est avant tout non celle d'une femme ou homme seul (une seule main comme dit l'adage ne saurait applaudir), mais celle d'une équipe compétente soudée (de véritables managers sachant tant gérer qu'à l'écoute des populations) animée d'une profonde moralité avec une lettre de mission à exécuter dans les délais et des coûts internationaux les projets mis en œuvre.

### **III – Les conditions de l'amélioration économique et sociale**

La situation actuelle montre clairement (sauf à ceux qui vont dans l'autosatisfaction déconnectés des réalités sociales), une très forte démobilitation populaire due à ces signes extérieurs de richesses souvent non justifiées, la détérioration du niveau et genre de vie de la majorité de la population malgré des réserves de change dépassant les 192 milliards de dollars US fin 2013 dues à des facteurs exogènes, n'étant pas signe de développement, grâce en grande partie aux hydrocarbures. Et comme le démontre les moins de 2 % des exportations hors hydrocarbures un taux de croissance relativement faible tiré essentiellement par les dépenses publiques en récession ( moyenne 3% entre 2000/2013 alors qu'il aurait du dépasser 10%) non proportionnel aux dépenses monétaires, les 80% des segments hors hydrocarbures étant eux mêmes tirés par la dépense publique, Comme suite logique d'une gestion non maîtrisée et de la corruption qui s'est socialisée avec certainement des

fuites de capitaux importants, des tensions sociales que l'on essaie de tempérer à travers une redistribution désordonnée de la rente avec le risque d'une hyperinflation à terme, inflation que l'on comprime artificiellement par des subventions généralisées source d'injustice et de gaspillage, le taux de chômage officiel ne reflétant pas la réalité assistant à la dominance des emplois rentes pour une paix sociale fictive. La condition de l'amélioration sociale passe par un retour à la croissance hors hydrocarbures qui reste tributaire d'un certain nombre de conditions :

- la réhabilitation de l'entreprise, la levée des contraintes d'investissement passant par la refonte urgente du système financier, fiscal, douanier, domanial (foncier) et une détermination plus grande par une vision plus cohérente de la réalisation du programme des réformes.

- sur le plan sociopolitique déterminant, cela passe par une véritable décentralisation, la production d'une culture politique participative, une communication institutionnelle efficace et l'élaboration d'un nouveau consensus social et politique (ce qui ne signifie aucunement unanimité, signe de la décadence de toute société) permettant de dégager une majorité significative dans le corps social autour d'un véritable projet de société.

L'Algérie doit réorienter sa politique socio-économique, l'actuelle étant ruineuse pour le pays avec la dominance de la dépense publique dans les infrastructures (70%) souvent mal faites alors que celle-ci n'est qu'un moyen de développement et des rentes aux dépens du travail. Il s'agit d'assurer un minimum de cohésion sociale tant spatiale qu'entre les catégories socioprofessionnelles. Il s'agit de s'adapter aux enjeux de la mondialisation, l'espace euro méditerranéen et euro-africain étant notre espace naturel, surtout que la crise mondiale actuelle préfigure d'un bouleversement géo stratégique et économique. Cette adaptation est inséparable d'un Etat de droit et de la démocratie tenant compte de notre anthropologie culturelle, du respect du droit de l'homme, de la promotion de la condition féminine. L'Algérie a toutes les potentialités pour devenir un pays pivot, conditionné par plus de réformes maîtrisées, pour une dynamisation de la production et exportations hors hydrocarbures. C'est que les observateurs neutres tant nationaux qu'internationaux tendent vers ce constat: le système algérien a besoin d'un renouveau et de la part des responsables de beaucoup d'imagination et d'intelligence. Car, à vouloir perpétuer des comportements passés, l'on ne peut aboutir qu'à une vision périmée avec le risque de névrose collective et d'une déflagration sociale. Pr A.MEBTOUL

**(1)-La nouvelle reconfiguration des relations internationales est analysée par le professeur Abderrahmane Mebtoul dans une contribution (100 pages) parue en octobre 2011 à l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI Paris France) sur le thème « Face aux enjeux géostratégiques, quelle coopération entre l'Europe et le Maghreb ». Voir également deux ouvrages auxquels ont participé 36 experts européens- algériens-marocains-tunisiens-mauritaniens**

**et libyens – sous la direction du Pr Abderrahmane Mebtoul et du Dr Camille Sari –« le Maghreb face aux enjeux géostratégiques « le premier traitant des aspects politiques, institutionnels et culturels (486 pages)-le second du volet économique sous tous ses aspects ( 516 pages) Edition Dar El Maarifa(Algérie)**